

HOSPITALISATION A DOMICILE  
DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE  
HOPITAUX DE PARIS (HAD DE  
L'AP-HP)

14, rue Vésale

75005 PARIS

## REGLEMENT DE LA CONSULTATION

**n°2021\_99\_01 du 08/01/2021**

**Marché à procédure adaptée  
avec mise en concurrence**

**Objet :** Maintenance du système d'information et suivi de l'application INFODOM, dossier médical au domicile des patients de l'HAD de l'AP-HP.

**Publication :** B.O.A.M.P (via plateforme PLACE <https://www.marches-publics.gouv.fr/>) –

Avis adressé le 08/01/2021

**Date limite pour toute question des candidats via la plateforme PLACE :** le 27/01/2021

**Date limite de remise des offres obligatoirement via la plateforme PLACE :** le 09/02/2021 à 12h00

Ce document comprend 15 pages

A.P.-H.P. RC. 07/01/2021	Consultation n° 2020-99-01 du ..0./2020 Dernière mise à jour du : 07/01/2021	HAD 1 / 15
--------------------------------	---	---------------

## Table des matières

<b>ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION</b>	3
<b>ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION</b>	3
2.1. Modalités de la consultation	3
2.2. Forme du prix	3
2.3. Décomposition en lots et étendue	4
2.4. Modalités essentielles de financement et de paiement	4
2.5. Modalités de modification du marché en cours d'exécution :	4
2.6. Variante	4
2.7. Modification du dossier de consultation	4
2.8. Période d'exécution	4
2.9. Délai de validité des offres	5
2.10. Groupement de candidats	5
2.11. Sous-traitance	6
<b>ARTICLE 3 - CONSTITUTION DE L'OFFRE</b>	6
3.1. Candidature	6
3.2. Offre technique et financière	8
3.3. Présentation de l'offre	10
<b>ARTICLE 4- CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS</b>	11
4.1. Transmission par voie électronique	11
<b>ARTICLE 5- DEPOT D'ECHANTILLONS</b>	13
<b>ARTICLE 6- ENREGISTREMENT ET JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES</b>	13
6.1. Enregistrement des offres et sélection des candidatures	13
6.2 Jugement des offres	13
<b>ARTICLE 7- NOTIFICATION DES RESULTATS</b>	14
<b>ARTICLE 8- CONSTITUTION DES CATALOGUES</b>	14
<b>ARTICLE 9- VOIES DE RECOURS</b>	15
<b>ARTICLE 10- RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES</b>	15

A.P.-H.P.	Consultation n° 2020-99-01 du ../0./2020	HAD
RC. 07/01/2021	Dernière mise à jour du : 07/01/2021	2 / 15



## ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION

Le marché a pour objet la maintenance du système d'information et le suivi de l'application INFODOM, dossier médical au domicile des patients de l'*Hospitalisation à Domicile* de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris (l'HAD de l'AP-HP).

Les prestations sont définies au CCP.

L'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris est un établissement public de santé.

## ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

### 2.1. Modalités de la consultation

*La procédure de consultation mise en œuvre est la procédure adaptée (MAPA), selon l'article L2123-1 – ordonnance du 26 novembre 2018 en vigueur à la date de la publication de l'avis de mise en concurrence.*

Le dossier de consultation est composé par les documents mentionnés suivants et est disponible sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr/> :

- Le présent règlement de la consultation (RC) ;
- L'acte d'engagement (AE) et son annexes financières (AF) ;
- Le cahier des Clauses Particulières (CCP) comprenant le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses 6 annexes (notamment le cadre de réponse technique à remplir obligatoirement par le candidat) ;

Lors du téléchargement du DCE, le candidat est invité à faire part de son nom, d'une adresse, ainsi que du nom d'un correspondant afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la consultation, en particulier les éventuelles précisions.

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de recours ultérieur à la procédure négociée pour la réalisation de livraisons complémentaires exécutées par le fournisseur initial et /ou similaires au sens de l'article L. 2111-7 du Code de la commande publique.

### 2.2. Forme du prix

Le marché est conclu à prix mixtes. L'annexe financière comprend la DPGF (Décomposition du prix global et forfaitaire et les prix unitaires).

Le marché est conclu à prix global et forfaitaire pour :

A.P.-H.P.	Consultation n° 2020-99-01 du ..0./2020	HAD
RC. 07/01/2021	Dernière mise à jour du : 07/01/2021	3 / 15

- la maintenance applicative,
- la maintenance corrective,
- la maintenance préventive.

Le marché est conclu à prix unitaire pour :

- la maintenance adaptative, évolutive et les prestations complémentaires définies dans les unités d'œuvre.

Les prix du marché sont révisables selon les conditions de l'article 5.2 du CCP.

### 2.3. Décomposition en lots et étendue

Le marché est un marché à lot unique.

### 2.4. Modalités essentielles de financement et de paiement

L'exécution du marché sera financée par le budget de l'HAD de l'AP-HP. Le fournisseur sera dispensé du versement de la retenue de garantie.

### 2.5. Modalités de modification du marché en cours d'exécution :

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de recourir à des clauses de réexamen incluses au CCAP de la présente consultation, en application du 1° de l'article 139 du décret n 2016-360 du 25 mars relatif aux marchés publics. Ces modifications pourront intervenir par l'établissement d'avenants en application de l'article 6.2.2 du CCAP.

### 2.6. Variante

La présente consultation est lancée sans variante et le candidat doit respecter les définitions du CCTP.

### 2.7. Modification du dossier de consultation

Les candidats ne sont pas autorisés à apporter des modifications aux spécifications techniques obligatoires du CCTP, dans le cadre de l'offre proposée en solution de base.

Ils doivent en respecter l'intégralité des prescriptions.

**Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.**

Ces modifications n'altéreront pas les éléments substantiels du marché.

Il informera alors tous les candidats dans des conditions respectueuses du principe d'égalité. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié. Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée à l'initiative du pouvoir adjudicateur, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

### 2.8. Période d'exécution

Le marché est conclu pour une durée de deux (2) ans à compter de sa date de notification, au titulaire :

A.P.-H.P.	Consultation n° 2020-99-01 du ..10./2020	HAD
RC. 07/01/2021	Dernière mise à jour du : 07/01/2021	4 / 15

**Du 01/03/2021 au 28/02/2023**

Le marché est renouvelable deux (2) fois par période d'un an :

- **du 01/03/2023 au 29/02/2024**
- **et du 01/03/2024 au 28/02/2025.**

La reconduction du marché est expressément notifiée au Titulaire par courrier recommandé, trois mois au moins avant l'échéance de la période d'exécution en cours.

Concernant les prestations complémentaires telles que définies à l'article « objet du marché » :

**B.3) La maintenance évolutive dédiée à :**

**B3.1) Des prestations complémentaires de réalisation de développements spécifiques à tranche ferme s'effectueront à partir de 2021**

**B3.2) Des prestations complémentaires de réalisation de développements spécifiques à tranches optionnelles s'effectueraient à partir de 2021 à 2025**

## **2.9. Délai de validité des offres**

Les candidats restent engagés par leur offre pendant un délai de 3 mois à compter de la date limite de remise des offres fixée à l'article 4 du présent règlement de consultation.

## **2.10. Groupement de candidats**

Le candidat peut se présenter sous forme de groupement sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence. Dans ce cas, le formulaire DC1 ou équivalent devra préciser si le groupement est solidaire ou conjoint et être dûment complété. Les actes d'engagement et les annexes financières devront être soit co-signés par l'ensemble des entreprises groupées, soit signés par le mandataire seul dès lors qu'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter les membres du groupement. Dans les deux formes de groupement, le nom du mandataire doit être expressément désigné dans l'acte d'engagement.

Chaque membre du groupement doit fournir les documents listés à l'article 3.1.

Le candidat est dispensé dans la limite des prescriptions prévues dans le Règlement de la consultation, d'adresser ou de mettre à disposition les documents et renseignements administratifs s'il s'est déjà acquitté de ces obligations lors d'une consultation précédente, et à condition qu'il fournisse l'attestation ANNEXE 6, dûment complétée par la personne habilitée à engager la société.

*Le groupement attributaire devra être solidaire à l'attribution du marché.*

Les candidats ne sont pas autorisés à présenter, pour le marché, plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupement(s) ou en qualité de membre de plusieurs groupements.

➤ Communications et échanges d'informations par voie électronique

En cas de groupement un outil de co-signature est disponible sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr/> en cliquant sur l'item Outils informatiques

A.P.-H.P.	Consultation n° 2020-99-01 du ..0./2020	HAD
RC. 07/01/2021	Dernière mise à jour du : 07/01/2021	5 / 15

## 2.11. Sous-traitance

*La sous-traitance est autorisée. Elle est régie par les articles 133 à 137 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et par la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.*

*Néanmoins, au regard de l'article 62-I de l'ordonnance du 23 juillet 2015 le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.*

*Par ailleurs, conformément à l'article 134 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre, le candidat doit fournir au pouvoir adjudicateur une déclaration mentionnant :*

- *La nature des prestations sous-traitées*
- *Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé*
- *Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;*
- *Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;*
- *Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant.*

*Chaque demande de sous-traitance doit faire l'objet d'un document DC4 ou équivalent ; les moyens techniques et humains des sous-traitants doivent être présentés.*

*L'acceptation des sous-traitants est conditionnée par la production des pièces citées à l'article 3.1.*

## ARTICLE 3 - CONSTITUTION DE L'OFFRE

### 3.1. Candidature

#### 3.1.1. Constitution du dossier de candidature :

Le DUME, formulaire type pour candidater à un marché au sein de l'Union Européenne ayant vocation à remplacer les DC1, DC2, puis DC4 à plus long term, est accepté depuis le 01 avril 2018. Néanmoins les autres formes de candidatures (DC1, DC2) restent possibles par l'opérateur économique. Ainsi, en application de l'article 48 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, le candidat produit à l'appui de sa candidature :

1° Le formulaire DC1 ou équivalent daté et signé en version originale ou date et signature électroniques.

- OU Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles 45 et 48 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ; Le candidat devra attester qu'il n'est pas sous le coup de l'interdiction L.2141-1 à L.2141-14 du code de la commande publique;

A.P.-H.P. RC. 07/01/2021	Consultation n° 2020-99-01 du ../0./2020 Dernière mise à jour du : 07/01/2021	HAD 6 / 15
--------------------------------	--	---------------

2° Le formulaire DC2 ou équivalent, les mentions du capital et du chiffre d'affaires doivent être suivies de l'unité monétaire correspondante.

Ce formulaire est disponible sur le site du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>

3° En complément du formulaire DC2 ou équivalent, les documents et renseignements listés à l'article 2 de l'arrêté du 29 mars 2016 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics aux fins d'appréciation de leur capacité économique et financière, c'est-à-dire :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles;
- Déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents;
- Bilans ou extraits de bilan, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi.

4° Les documents et renseignements listés à l'article 3 de l'arrêté du 29 mars 2016 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics aux fins d'appréciation de leur capacité techniques et professionnelles, c'est-à-dire :

- Une liste des principales prestations effectuées ou des principaux services fournis au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Le cas échéant, les éléments de preuve relatifs à des produits ou services pertinents fournis il y a plus de trois ans seront pris en compte. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
- Les CV de l'équipe dédiée et les fiches de postes (chef de projet, programmeur, cadres, technicien), les formations suivies et leurs contenus,
- Une description du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public ;
- La description de l'équipement technique ainsi que des mesures employées par le candidat pour s'assurer de la qualité ;
- Le plan de formation des agents et son contenu
- Les procédures concernant la gestion des accidents et incidents pour assurer la continuité de l'activité
- L'indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du marché public ;
- Tout document de preuves pour répondre au cadre de réponse et appuyer le mémoire technique
- Les entreprises dont le siège social n'est pas situé en région parisienne devront présenter une note précisant leur organisation pendant l'exécution du marché.
- Les entreprises nouvellement créées peuvent produire une copie certifiée du récépissé de dépôt des statuts transmis par le centre de formalités des entreprises. Les entreprises peuvent

A.P.-H.P.	Consultation n° 2020-99-01 du ..0./2020	HAD
RC. 07/01/2021	Dernière mise à jour du : 07/01/2021	7 / 15

présenter tout élément factuel et probant permettant d'apprécier leurs capacités financières, techniques et professionnelles.

- Si le signataire des pièces de candidature et des offres n'est pas le représentant légal de la société, **un pouvoir au nom du signataire est nécessaire.**
- Tout document remis doit comporter la dénomination sociale exacte et complète telle qu'elle figure dans le Kbis, à l'exclusion des appellations abrégées et commerciales.

Les éléments relatifs à la candidature doivent être clairement identifiés comme tels.

En cas de non présentation dans le dossier de candidature, ces documents doivent être fournis dans les 5 jours suivant l'envoi d'une demande de précision sur le contenu des candidatures. Le jour de l'envoi et le jour de réception des documents ne sont pas comptabilisés.

La production des documents dûment complétés dans le délai imparti conditionne la validité de la candidature.

### **3.1.2. Mise à disposition des documents et renseignements par le biais d'un système électronique**

Conformément aux dispositions de l'article 53 du décret relatif aux marchés publics, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le pli du candidat toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Par ailleurs, le candidat n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Il devra en revanche fournir l'annexe au DCE (Attestation du Candidat) dûment remplie et signée par la personne habilitée à engager la société ou chaque membre du groupement et refournir les documents non valides à la date limite de réception des offres de la présente consultation

## **3.2. Offre technique et financière**

### **3.2.1. Documents obligatoires**

Chaque candidat formule son offre en produisant :

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant **obligatoirement** les pièces suivantes sous peine d'élimination de l'offre :

- l'**acte d'engagement complété et signé** (compte bancaire, n° de compte et adresse de la banque désignée ; code banque, code guichet, clé) **accompagné de sa ou ses grilles tarifaires (Bordereau des Prix Unitaires et DPGF) signées et portant le cachet de la société**
- l'**annexe 1 du CCTP « cadre de réponse »**

A.P.-H.P. RC. 07/01/2021	Consultation n° 2020-99-01 du ../0./2020 Dernière mise à jour du : 07/01/2021	HAD 8 / 15
--------------------------------	--	---------------



- le mémoire technique  
- la signature du CCP (CCAP et CCTP) et le paraphe sur chaque page. Seuls le CCAP et le CCTP conservés par l'HAD de l'AP-HP font foi en cas de litige.

En tout état de cause, le candidat demeure engagé par son offre.

Le candidat est tenu de répondre à la totalité des prestations ou des articles désigné(e)s dans le lot. Les prix seront obligatoirement franco de port et d'emballages quelle que soit la quantité commandée / dès que le montant (ou quantité) minimum est atteint. A défaut, les prix pourront être majorés d'un surcoût à mentionner dans les annexes financières. Le candidat est tenu de respecter la présentation des grilles tarifaires définies par l'administration.

Dans le cas de groupement autorisé de candidats (voir art. 2.10), l'acte d'engagement ainsi que les annexes financières devront être signés (électroniquement si l'offre est dématérialisée) soit par le mandataire expressément désigné et tous les membres soit par le mandataire du groupement, s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces entreprises.

**La production des documents listés ci-dessus dûment complétés conditionne la validité de l'offre.**

### **3.2.2. Documents exigibles nécessaires à l'évaluation de l'offre**

Sans Objet.

### **3.2.3. Documents complémentaires souhaités par l'AP-HP**

- 1) L'attestation de régularité fiscale délivrée au 31/12 de l'année n - 1 par le comptable public ou équivalent. L'année n correspond à l'année de publication de la présente consultation ainsi que l'attestation sociale délivrée par l'URSAFF.

Si ces documents ne sont pas présentés dans le dossier de candidature, ils doivent être fournis dans les 5 jours suivant l'envoi du courrier par télécopie, confirmée par envoi postal, informant le candidat qu'il est classé n° 1 : le jour d'envoi de la télécopie et le jour de réception ne sont pas comptabilisés (ex : envoi mercredi 9 heures, réception lundi 9 heures).

Pour les candidats établis dans un Etat autre que la France, il sera demandé de produire les documents listés à l'article 52 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics. Ces documents seront accompagnés d'une traduction en français en application des articles précédemment cités.

- 2) une copie de la police d'assurance de responsabilité civile, demande justifiée par les contraintes d'accueil du public dans les hôpitaux, conformément à l'article 8 du Cahier des Clauses Particulières de la consultation n°2021\_99\_01 DU 08/01/2021.

- 3) un RIB.

- 4) une facture vierge (les Conditions Générales de Ventes sont systématiquement nulles et non avenues).

- 5) un extrait du Kbis ou équivalent (datant de moins de 3 mois à la date d'envoi de la candidature) ainsi que la composition du capital.

A.P.-H.P.	Consultation n° 2020-99-01 du ..../0./2020	HAD
RC.	Dernière mise à jour du : 07/01/2021	9 / 15
07/01/2021		

6) toute autre pièce que le candidat estime de nature à appuyer sa candidature, dont notamment des liens avec des entreprises adaptées ou des établissements et services d'aide par le travail.

7) le Manuel Qualité, si la société est certifiée selon la Norme ISO 9001.

8) Imprimé DC 4 ou équivalent, en cas de sous-traitance, date et signature obligatoirement originales ou date et signature électroniques obligatoires.

9) Les documents mentionnés dans la partie F1, ou si le candidat est domicilié à l'étranger, dans la partie G du formulaire Noti1 disponible sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>

### **3.2.4. Echantillons**

San objet.

## **3.3. Présentation de l'offre**

### **3.3.2. Présentation de l'offre dématérialisée**

Lors de la transmission par voie électronique, l'offre sera constituée de deux dossiers intitulés : « candidature » (comprenant les éléments demandés au paragraphe 3.1.1 et 3.2.3) et « offre technique et financière » (comprenant les éléments demandés au paragraphe 3.2.1).

Pour garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée, le candidat doit tenir compte des indications suivantes :

- L'offre doit être présentée selon des formats utilisés dans les documents du DCE ;

Les documents demandés sont transmis sous la forme de fichiers dans l'un des formats suivants : ZIP, RTF, DOC, XLS, PDF, DWG, DXF.

### **Règle de nommage des fichiers du pli dématérialisé**

Afin de faciliter le traitement des offres électroniques dans les meilleures conditions, il est demandé aux candidats de se conformer, si possible, au nommage des fichiers de la façon suivante :

le nom de la société : il peut être entier, ou bien être raccourci

Suivi de :

la désignation de la pièce qui devra être la plus claire et la plus simple possible

Le nom des fichiers des pièces "importantes" sera précédé du \_ (tiret du 8), ceci permettant de les faire figurer en début d'arborescence (Cf exemple), ces pièces sont :

- l'Acte d'engagement
- l'annexe financière
- le pouvoir

A.P.-H.P.	Consultation n° 2020-99-01 du ..10./2020	HAD
RC.	Dernière mise à jour du : 07/01/2021	10 / 15
07/01/2021		

- le DC1
- le DC2
- le Kbis
- l'attestation de régularité des certificats fiscaux et sociaux, si elle est produite dès la phase de candidature
- le RIB, s'il est produit dès la phase de candidature

Exemple :



Les documents suivants : acte d'engagement, annexes financières et cadre de réponse technique doivent être présentés dans un format et une version informatique a minima compatible avec les fichiers téléchargés sur la plateforme <https://www.marches-publics.gouv.fr/>. Ce format permettra le traitement par l'HAD, des données transmises. Il est entendu que les documents fournis par le candidat étant certifiés par la signature électronique, ne seront aucunement modifiés par l'HAD.

## ARTICLE 4- CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

La remise des plis par voie dématérialisée via la plateforme PLACE est OBLIGATOIRE.

Les offres sont transmises en une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par le pouvoir adjudicateur dans le délai fixé pour la remise des offres.

### 4.1. Transmission par voie électronique

En application des articles 40 et 41 du décret du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, les candidats ont la possibilité de répondre via le site dont l'adresse Internet est <https://www.marches-publics.gouv.fr/>. ***Les candidats aux marchés de fournitures de matériel informatique et de service informatique doivent transmettre les documents composant leur candidature et leur offre par voie électronique sous peine d'élimination.***

Les plis électroniques devront impérativement être déposés  
sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr/>  
avant le 09/02/2021 à 12h00

A.P.-H.P.	Consultation n° 2020-99-01 du ..0./2020	HAD
RC. 07/01/2021	Dernière mise à jour du : 07/01/2021	11 / 15

Pour répondre sous forme dématérialisée, le candidat doit être inscrit sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr/> et la personne habilitée à engager le candidat doit être titulaire d'un certificat électronique afin de signer les fichiers composant sa réponse.

Les documents constitutifs de l'offre (acte d'engagement, annexes financières et cadre de réponse technique) devront être signés à l'aide d'un certificat de signature électronique valide. L'absence ou l'invalidité de la signature électronique entraînera l'élimination du candidat.

**Attention, la signature numérisée** (numérisation d'un document papier avec signature manuscrite) **n'a pas la valeur d'une signature électronique.**

Conformément à l'arrêté du 15 juin 2012, le certificat de signature électronique doit être conforme au RGS (référentiel général de sécurité) ; dans ce cas, le niveau minimum de sécurité exigé est \*\* ; les formats de signature acceptés sont PAdES, CAdES, XAdES.

Dans le cas où le certificat de signature électronique utilisé n'émane pas de la liste de confiance française ou d'une liste d'un autre Etat-membre, le candidat doit fournir l'ensemble des éléments nécessaires afin de prouver que le certificat de signature utilisé est bien conforme au Référentiel Général de Sécurité.

Les candidats doivent prévoir un délai d'obtention pouvant aller jusqu'à plusieurs semaines selon les fournisseurs. La possession d'un certificat électronique n'est pas requise au stade du retrait du dossier de consultation (DCE) via la plate-forme

Pour que le candidat puisse procéder à un dépôt de plis électronique et à la signature électronique de ses documents, il doit disposer d'un micro-ordinateur qui respecte les prérequis de la plate-forme de dématérialisation ([https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=commun.PrerequisTechniques&calledFrom=entreprise#rubrique\\_2](https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=commun.PrerequisTechniques&calledFrom=entreprise#rubrique_2))

Afin d'acquérir ces instruments, les candidats peuvent se référer à l'aide technique en ligne disponible dans la rubrique « Aide » sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>.

A l'exception des documents nécessitant d'être co-signés, l'opération d'horodatage et de signature électronique des documents est effectuée sur la plate-forme de dématérialisation lors du dépôt des candidatures. Dans le cas d'un groupement de candidats, il faudra en plus utiliser l'outil de co-signature comme indiqué à l'article 2.10.

Lors de son dépôt, le candidat doit signer individuellement les formulaires constitutifs de sa candidature et de son offre au moyen de son certificat de signature électronique.

En effet, la signature électronique d'un fichier zip (dossier électronique qui contient plusieurs autres documents électroniques) ne suffit pas. La seule signature d'un fichier zip contenant l'ensemble des documents ne peut être assimilée à la signature électronique de chacun de ces documents.

Par ailleurs, si l'un des formulaires constitutifs la candidature ou de l'offre du candidat est modifié après signature, le « couple » document signé et document de signature ne seront plus cohérents. La signature du document sera alors invalide. Il faut dans ce cas renouveler l'opération de signature du document modifié.

Les fichiers constitutifs de la candidature et de l'offre du candidat doivent être signés avec la fonctionnalité

A.P.-H.P.	Consultation n° 2020-99-01 du 01/01/2020	HAD
RC. 07/01/2021	Dernière mise à jour du : 07/01/2021	12 / 15

de signature individuelle de documents accessible sur la plate-forme <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

Néanmoins, si le candidat utilise un autre outil pour signer électroniquement ses documents, celui-ci transmet, avec les documents signés, les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Ce mode d'emploi contient, au moins, les informations suivantes :

- 1° La procédure permettant la vérification de la validité de la signature ;
- 2° L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

Après la préparation des fichiers, les candidats se connectent sur la plate-forme à l'adresse <https://www.marches-publics.gouv.fr/>. Ils doivent les déposer dans les espaces qui leur sont réservés sur la page de réponse à cette consultation de la plate-forme, chaque consultation ayant une page spécifique de réponse. Une fois l'ensemble des éléments réunis sur la page de constitution de la réponse, les candidats signent électroniquement l'ensemble des documents, lancent le chiffrement de l'offre complète, et enfin déposent les réponses.

Les échanges sont sécurisés grâce à l'utilisation du protocole https.

La durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre.

**Tout fichier constitutif de la candidature et de l'offre, doit être traité préalablement par le candidat par un anti-virus régulièrement mis à jour.**

## **ARTICLE 5- DEPOT D'ECHANTILLONS**

Sans Objet.

## **ARTICLE 6- ENREGISTREMENT ET JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

L'enregistrement et le jugement des offres sont effectués dans les conditions prévues aux articles 59 à 62 du décret du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

### **6.1. Enregistrement des offres et sélection des candidatures**

*Les candidatures sont appréciées selon les exigences minimales requises: (les éléments exigés à l'article 3.2.2 du RC)*

### **6.2 Jugement des offres**

Pour le jugement, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA) procède comme indiqué à l'article 62 du

A.P.-H.P.	Consultation n° 2020-99-01 du ..../0./2020	HAD
RC. 07/01/2021	Dernière mise à jour du : 07/01/2021	13 / 15



décret du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Les offres sont appréciées au moyen de la liste des critères pondérés et publiés, le cas échéant, dans l'avis d'appel public à la concurrence, pour l'ensemble des lots de la consultation.

**- critère 1 (coefficient : 55% soit 19 points sur 40) : Prix de l'offre globale**

**- critère 2 (coefficient : 40 % Soit 16 points sur 40) : Valeur du dossier technique de l'offre détaillé à l'annexe 1 du CCTP**

**- critère 3 (coefficient : 5 % Soit 5 points sur 40) : Valeur du dossier technique relative au développement durable détaillé à l'annexe 1 du CCTP**

*Le détail est indiqué dans le cadre de réponse Technique.*

## **ARTICLE 7- NOTIFICATION DES RESULTATS**

En cas d'absence des attestations de régularité fiscale et sociale ou équivalent cité à l'article 3 dans le dossier de candidature, le candidat attributaire devra obligatoirement produire ces documents sous un délai de 5 jours à compter de la date de réception de la télécopie confirmée par lettre avec accusé de réception. Au cas où ces documents ne parviendraient pas à l'HAD dans les délais impartis, la même demande sera faite au candidat classé n° 2 et le candidat classé n° 1 sera éliminé (art 55-IV du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics).

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché produit en outre dans les mêmes conditions les pièces prévues aux articles D.8222-5 et D.8222-7 du code du travail (Les documents mentionnés dans la partie F1, ou si le candidat est domicilié à l'étranger, dans la partie G du formulaire NOTI 1 ou équivalent).

Dès réception des imprimés OUV7 et des attestations de régularité fiscale et sociale ou équivalent (pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du code du travail), l'ensemble des candidats est informé par courrier.

**L'attributaire du marché devra signer l'acte d'engagement et ses annexes financières, cette signature conditionnera la validité du marché**

Après signature du marché par les autorités compétentes, le candidat retenu reçoit via la plateforme de dématérialisation une copie de l'acte d'engagement. S'il souhaite procéder au nantissement des créances nées de l'exécution du marché, il lui appartient de solliciter la remise d'une copie revêtue de la mention « exemplaire unique ».

## **ARTICLE 8- CONSTITUTION DES CATALOGUES**

- Sans objet.

A.P.-H.P. RC. 07/01/2021	Consultation n° 2020-99-01 du ../0./2020 Dernière mise à jour du : 07/01/2021	HAD 14 / 15
--------------------------------	--	----------------

## ARTICLE 9- VOIES DE RECOURS

Le service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est le suivant :

Tribunal administratif de Paris – 7 rue de Jouy – 75181 Paris Cedex 04.

Courrier électronique : [greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr)

Téléphone : 01 44 59 44 00

Télécopie : 01 44 59 46 46

## ARTICLE 10- RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires en vue de répondre à la présente consultation, les candidats peuvent poser une question sur un fichier informatique type word ou pdf au plus tard **le 27/01/2021 à minuit** à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/> au niveau de cette consultation dans la section « Question ».

L'HAD transmet les réponses à ces questions au plus tard 5 jours avant la date limite de remise des offres par courriel via la plateforme de dématérialisation à l'adresse indiquée par les candidats lors du téléchargement du dossier sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

A Paris, le 08/01/2021

Pour le Directeur Général de l'AP-HP

Par délégation,

Adrien PINTÉ

Directeur des Finances, de l'Investissement et des Services Economiques

A.P.-H.P. RC. 07/01/2021	Consultation n° 2020-99-01 du ..0./2020 Dernière mise à jour du : 07/01/2021	HAD 15 / 15
--------------------------------	---	----------------